

## LA LIBERTE D'ASSOCIATION ET DE REUNION

Nécessite une approche cohérente de la liberté d'association, car la liberté est une partie intégrante de l'association.

L'association est un groupement de personnes qui se réunissent dans un but déterminé. La liberté d'association se distingue d'institutions voisines que sont :

- la liberté de réunion,
- la liberté de manifestation,
- l'attroupement,
- la liberté syndicale et le droit de grève.

### I Qui sont elles-mêmes divers types de réunion de l'individu :

- La **liberté de réunion** trouve son fondement dans la loi du 30 juin 1881, qui décide que :

« Les réunions publiques sont libres.  
Elles peuvent avoir lieu sans autorisation préalable, sous les conditions prescrites par les articles suivants. »

A condition de ne pas être de nature à troubler l'ordre public Benjamin 15/05/1933<sup>1</sup>, qui pose le principe de proportionnalité : le maire doit concilier l'exercice de ses pouvoirs avec respect du principe de la liberté de réunion (Le maire de Nevers avait interdit la conférence de M. Benjamin sur « Deux auteurs comiques : Courteline et Sacha Guitry ». Il se fondait sur les railleries dont certains professeurs de la commune faisaient l'objet lors de ces conférences. Le Conseil d'État avait annulé l'arrêté du maire en établissant le principe de proportionnalité.

- La **liberté de manifestation** :

Le décret-loi du 23 octobre 1935, dans son article 1<sup>er</sup> alinéa 2 dispose que :

« sont soumis à l'obligation d'une *déclaration préalable* tous cortèges, défilés et rassemblements de personnes, et, d'une façon générale, et toutes manifestations sur la voie publique ».

La déclaration doit être faite à la mairie de la commune sur le territoire de laquelle la manifestation doit avoir lieu (article 2, qui précise qu'à « Paris et pour les départements de la Seine, la déclaration est faite à la préfecture de police »).

Laquelle est en mesure d'interdire la manifestation, par un arrêté notifié immédiatement aux organisateurs déclarés de la manifestation (article 3).

Un contentieux autour de la nature même de la manifestation c'est développé. Comme l'illustre l'arrêt du Conseil d'État du 5 janvier 2007, portant sur le projet d'une distribution de soupe populaire (la « soupe aux cochons » organisée par l'extrême droite, qui avait, pour l'occasion, fait porter le projet par une association dénommée « SDF », le projet s'appelait la « soupe gauloise ») : le principe de la liberté de manifester ne fait pas obstacle à ce que l'autorité investie des pouvoirs de police interdise une manifestation, si cette manifestation vise à porter une atteinte grave à l'ordre public : la manifestation fut d'ailleurs qualifiée de discriminante par le conseil d'État statuant en appel d'un référé liberté présenté contre l'arrêté préfectoral qui l'avait interdite :

Considérant que le respect de la liberté de manifestation ne fait pas obstacle à ce que l'autorité investie du pouvoir de police interdise une activité si une telle mesure est seule de nature à prévenir un trouble à l'ordre public ; Considérant qu'en interdisant par l'arrêté contesté plusieurs rassemblements liés à la distribution sur la voie publique d'aliments contenant du porc, le préfet de police n'a pas, eu égard au fondement et au but de la manifestation et à ses motifs (...), porté une atteinte grave et manifestement illégale à la liberté de manifestation

<sup>1</sup> Par l'arrêt Benjamin, le Conseil d'État donne toute sa portée à la liberté de réunion, consacrée par les lois des 30 juin 1881 et 28 mars 1907 en exerçant un contrôle rigoureux des atteintes qui peuvent légalement lui être portées par des mesures de police, notamment pour le maintien de l'ordre public. Comme l'indiquait le commissaire du gouvernement, suivant une formule souvent reprise : "la liberté est la règle, la restriction de police l'exception." Depuis lors, le Conseil d'État a toujours maintenu le principe de cette jurisprudence, suivant laquelle le souci du maintien de l'ordre public doit être mis en balance avec le nécessaire respect de la liberté de réunion. Analyse des grands arrêts du Conseil d'État, dans : [http://www.conseil-etat.fr/ce/jurisp/index\\_ju\\_la21.shtml](http://www.conseil-etat.fr/ce/jurisp/index_ju_la21.shtml)

- Les **attroupements** obéissent au régime le plus libéral : le régime pénal, en vertu duquel tout ce qui n'est pas interdit est permis. Une immensité d'attroupement est donc autorisée, dans la seule limite de la *participation délictueuse à un attroupement* (avec ou sans port d'une arme, etc. cf articles 431 et s. code pénal) :

<p>Article 431-3 Constitue un attroupement tout rassemblement de personnes sur la voie publique ou dans un lieu public susceptible de troubler l'ordre public. Un attroupement peut être dissipé par la force publique après deux sommations de se disperser demeurent sans effet, adressées par le préfet, le sous-préfet, le maire ou l'un de ses adjoints, tout officier de police judiciaire responsable de la sécurité publique, ou tout autre officier de police judiciaire, porteurs des insignes de leur fonction. Il est procédé à ces sommations suivant des modalités propres à informer les personnes participant à l'attroupement de l'obligation de se disperser sans délai ; ces modalités sont précisées par décret en Conseil d'Etat, qui détermine également les insignes que doivent porter les personnes mentionnées à l'alinéa précédent. Toutefois, les représentants de la force publique appelés en vue de dissiper un attroupement peuvent faire directement usage de la force si des violences ou voies de fait sont exercées contre eux ou s'ils ne peuvent défendre autrement le terrain qu'ils occupent.</p> <p>Article 431-4 Modifié par Ordonnance n°2000-916 du 19 septembre 2000 - art. 3 (V) JORF 22 septembre 2000 en vigueur le 1er janvier 2002 Le fait, pour celui qui n'est pas porteur d'une arme, de continuer volontairement à participer à un attroupement après les sommations est puni d'un an d'emprisonnement et de 15000 euros d'amende.</p> <p>Article 431-5 Modifié par Ordonnance n°2000-916 du 19 septembre 2000 - art. 3 (V) JORF 22 septembre 2000 en vigueur le 1er janvier 2002 Le fait de participer à un attroupement en étant porteur d'une arme est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45000 euros d'amende. Si la personne armée a continué volontairement à participer à un attroupement après les sommations, la peine est portée à cinq ans d'emprisonnement et à 75000 euros d'amende.</p> <p>Article 431-6 Modifié par Ordonnance n°2000-916 du 19 septembre 2000 - art. 3 (V) JORF 22 septembre 2000 en vigueur le 1er janvier 2002 La provocation directe à un attroupement armé, manifestée soit par des cris ou discours publics, soit par des écrits affichés ou distribués, soit par tout autre moyen de transmission de l'écrit, de la parole ou de l'image, est punie d'un an d'emprisonnement et de 15000 euros d'amende. Lorsque la provocation est suivie d'effet, la peine est portée à sept ans d'emprisonnement et à 100000 euros d'amende.</p> <p>Article 431-7 Les personnes physiques coupables de l'une des infractions prévues par les articles 431-5 et 431-6 encourent également les peines complémentaires suivantes : 1° L'interdiction des droits civiques, civils et de famille, suivant les modalités prévues par l'article 131-26 ; 2° L'interdiction de détenir ou de porter, pour une durée de cinq ans au plus, une arme soumise à autorisation ; 3° La confiscation d'une ou de plusieurs armes dont le condamné est propriétaire ou dont il a la libre disposition ; 4° L'interdiction de séjour, suivant les modalités prévues par l'article 131-31.</p> <p>Article 431-8 L'interdiction du territoire français peut être prononcée dans les conditions prévues par l'article 131-30, soit à titre définitif, soit pour une durée de dix ans au plus, à l'encontre de tout étranger coupable de l'une des infractions définies aux articles 431-5 et 431-6.</p>
--

- **Liberté syndicale** : très « récente », elle résulte de la loi du 21 mars 1884 : intervenue sous la pression de l'internationale socialiste et des effets de l'industrialisation des pays occidentaux. Avec son corollaire, le droit de grève : mouvement d'action en vue de la satisfaction de revendications catégorielles.

Les lois qui encadrent la liberté syndicale : interdiction pour certaines catégories (magistrats, militaires, etc.), service minimum (qui est un aménagement du service durant l'exercice du droit de grève).

- L'**association** est un groupement de personnes qui se réunissent en vue d'un but déterminé. Les hommes politiques de l'époque de Jean-Jacques Rousseau y puisent le modèle de leur organisation sociale : le *contrat social* rejoint cette définition : « ...Trouver une forme d'association qui défende toutes les formes communes et par laquelle chacun s'unissant à tous... Tel est le contrat social... »

Et l'article 2 de la DDHC proclame aussi : « Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'Homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté, et la résistance à l'oppression. ».

La démocratie se serait développée en Amérique par le biais de esprit associatif. L'esprit associatif en aurait été le germe.

La France de l'Ancien Régime a été très proche de l'esprit associatif.

La Révolution s'est attaquée aux ordres religieux en 1792 et corporations, par la loi Le Chapelier du 14 juin 1792.

Le droit d'association n'a été consacré que par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901.

Jusqu'alors il n'a existé qu'une reconnaissance ponctuelle et exceptionnelle, car insusceptibles de nuire à la stabilité du régime politique.

Evolution et précédents à la loi de 1901, au long du XIXème siècle :

- formations syndicales entre propriétaires,
- pour favoriser la pratique de l'enseignement supérieur (second Empire)
- Loi de 1884 sur le syndicalisme
- Lois sur différents modes d'agriculture (courant des physiocrates : la valeur première étant celle de la terre, jusqu'à la valeur la plus fugace : les services).
- Texte pénal : art 291 et s du code Pénal aggravés par la loi du 02 avril 1834 : toute association de plus de 20 membres était illicite si elle n'avait pas été autorisée par le préfet. Laquelle autorisation ne visait qu'à autoriser mais ne pouvait conférer la personnalité morale à l'association.

Cette personnalité morale ne pouvait être acquise que par décret pris en Conseil d'État.

Cette lourde procédure exprimait une tolérance de l'association sous condition.

En effet, on avait une réelle crainte de voir poindre, par la liberté d'association, un danger pour le pouvoir en place.

Diverses sanctions pénales étaient prévues, accompagnées de textes répressifs spéciaux :

- Loi prohibant les associations d'étudiants :1820.
- Loi contre les sociétés secrètes :1848.
- Loi contre les clubs : remontant à une tradition plus ancienne héritée de l'article 362 de la l'an III, qui prohibait les partis politiques. On doit entendre par « clubs » les partis politiques.
- Interdiction des internationales qui auraient pour but de provoquer à la suspension du travail, de la famille de la religion...

La loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, art 21 a abrogé les articles 291 et s du code pénal ainsi que « toute disposition contraire à la présente loi », fut prise sous l'influence de Waldec-Rousseau.

Le titre II de la loi se ramène aux seules congrégations religieuses, qui occupaient une réelle place à l'époque de la loi.

La forme contemporaine de l'association telle qu'elle résulte de cette loi : nous l'envisagerons sous l'angle de la liberté d'association.

Aux termes de l'article 1<sup>er</sup> : « L'association est la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun, d'une façon permanente, leurs connaissances ou leur activité dans un but autre que de partager des bénéfices. Elle est régie, quant à sa validité, par les principes généraux du droit applicables aux contrats et obligations. ».

On peut faire un parallèle avec 1832 code civil :

« La société est instituée par deux ou plusieurs personnes qui conviennent par un contrat d'affecter à une entreprise commune des biens ou leur industrie en vue de partager le bénéfice ou de profiter de l'économie qui pourra en résulter. »

Les **caractères distinctifs de l'association** sont :

- L'existence d'un contrat,
- La mise en commun de connaissance ou d'activité,
- La permanence de l'activité,
- Un but autre que le partage des bénéfices.

**- L'existence d'un contrat :**

La jurisprudence de la Chambre criminelle avait déjà caractérisé l'association: par le concours d'un certain nombre de personnes liées par des engagements réciproques qui se réunissent exclusivement entre elles et dans un but déterminé (Cour de cassation 1<sup>er</sup> juillet 1881).

Avant, la Cour de cassation adoptait une approche approximative et décidait que l'association découlait : « de la communauté du but que les associés se proposent à atteindre et en vue duquel ils s'engagent à coopérer par des moyens convenus » 2 mai 1846.

Toujours une exigence de contrat retenue dans un souci de libéralité : la Cour de cassation ayant alors un souci affirmé de l'existence de liberté publique : liberté de se réunir sous toute autre forme que la liberté associative, car cette liberté d'association était alors très contrainte. La jurisprudence cherchait dès lors toute hypothèse qui pourrait être retenue comme ne constituant par une association.

Espèce de 1848 : des poursuites avaient été engagées contre les réunions en cabarets... La Ch Crim refusant d'y voir une association.

Espèce de 1881 : prêtre qui réunissait soit dans sa chambre soit dans un lieu différent des jeunes gents pour les soustraire aux pratiques des cabarets. Les « abris du marins », fondés sous la direction morale des prêtres, l'autorité de poursuite allant s'attaquer à ce type de comportement : la Cour de cassation refuse d'y voir une association en l'absence de statuts et de cotisations.

La loi de 1901 n'a donc fait que confirmer dans l'esprit et dans le texte cette jurisprudence antérieure.

L'association doit donc se distinguer de la réunion (qui n'entraîne pas de lien de droit entre les participants) et l'attroupement (ne comportant pas non-plus de lien conventionnel entre ses participants).

#### **- La mise en commun de connaissance ou d'activité :**

La notion d'association excluait totalement la mise en commun de biens au 18<sup>e</sup> siècle.

Celle-ci ne se constituait que par la mise en commun d'efforts.

Le projet de loi de 1905 parlait d'ailleurs de la seule mise en commun de bonne volontés, d'intelligence...

La loi n'a pas entièrement adopté le projet et suit l'influence de Waldecq-Rousseau, prévoyant la possibilité de mettre en commun aussi des biens.

#### **- La permanence de la mise en commun :**

C'est un critère –de la stabilité institutionnelle- qui permet de la distinguer des simples coalitions, ou encore des ententes.

Ce critère permet d'éviter que ne se constitue une simple entente sous le couvert d'une association. C'est celui qui empêche que sous couvert d'une simple entente puisse s'effectuer des actes au nom d'une pers morale qui en réalité n'existe pas.

Conférant la personnalité à l'association, qui la distingue de ses membres.

Critère essentiel, la permanence différencie ainsi l'association de tout événement ponctuel.

#### **- Un but autre que le partage des bénéfices :**

C'est par ce critère que l'association se distinction avec la société.

L'article 1<sup>er</sup> de la loi de 1901 permet d'envisager dans une certaine mesure des activités purement idéales mais aussi d'autres, appréciables en argent : tels des groupement à caractère mutualiste ou autres.

La jurisprudence a rencontré des difficultés, quant à la qualification d'associations réalisant des bénéfices. Comme l'illustre l'arrêt de la chambre Sociale du 4 mars 1992 (pourvoi 88-41014). Aucune disposition légale n'interdisant à une association de faire des bénéfices, dès lors qu'ils ne sont pas répartis entre les sociétaires, l'association peut entrer dans le champs du droit de la concurrence :

En l'espèce, les juges du fond avaient été appelés à juger de la validité d'une clause de non-concurrence qui liait un salarié à son employeur, une association:  
"le salarié faisait valoir que l'employeur, association sans but lucratif, était étrangère à la recherche de tout bénéfice et par voie de conséquence insensible à la concurrence"

"Attendu, d'autre part, qu'aucune disposition légale n'interdisant à une association qui a une activité économique de faire des bénéfices, dès lors que ces bénéfices ne sont pas répartis entre les sociétaires, l'activité d'une association comme l'IFTIM peut faire l'objet d'une concurrence"

Voir aussi l'arrêt de la chambre Sociale du 12 novembre 1996, qui énonce que :

"le fait d'exercer des activités lucratives éventuellement imposables n'a pas, à lui seul, pour conséquence de changer la nature juridique d'une association, organisme par définition sans but lucratif, dès lors qu'il n'y a pas partage des bénéfices réalisés entre ses membres"

## II Quel est le paysage du développement contemporain ?

Parenthèse de Vichy 11 juillet 1941 autorisant la dissolution administrative des associations.

Quelques chiffres :

- Les associations sont florissantes : 1 million 100 000 associations en France, pour 25 à 30 million d'adhérents.

Les associations sont présentes dans tous les secteurs.

- Sanitaire et social, sportif (100 000 salariés), tourisme (Offices de Tourisme), culturel (50 000), consommation... Mentionnons que lors de la libéralisation des radios, 75% des radios se développèrent sous la forme associative.

Laquelle forme est finalement pionnière en matière de libéralisation économique : à chaque fois qu'une brèche de liberté s'ouvre, la forme associative s'y engouffre.

- Décret du 13 mai 1996 : Conseil National de la Vie Associative<sup>2</sup> (assez vague).

- à partir des années 90 l'association peut venir en soutien au cours des procédures judiciaires : les associations gardiennes des causes humanitaire, celles qui ont pour objet la protection de la cause des plus faibles, celles qui ont pour objet l'assistance à la protection de l'ordre public.

Voir les articles 2 et suivants (2-1 à 2-21) du code de Procédure Pénale : ces associations ont la faculté de se constituer partie civile, pouvant ainsi déclencher l'action publique<sup>3</sup>.

## III Le régime juridique de la liberté d'association aujourd'hui :

La décision du Conseil Constitutionnel du 16 juillet 1971 énonce :

"au nombre des principes fondamentaux reconnus par les lois de la République et solennellement réaffirmés par le préambule de la Constitution il y a lieu de ranger le principe de la liberté d'association ; que ce principe est à la base des dispositions générales de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ; qu'en vertu de ce principe les associations se constituent librement et peuvent être rendues publiques sous la seule réserve du dépôt d'une déclaration préalable"

Le Conseil d'État, dès 11 juillet 1956 « amicale des annamites de Paris », reconnaît ce principe :

"aux termes de l'article 81 de la Constitution de la République française : « Tous les nationaux français et les ressortissants de l'Union française ont la qualité de citoyens de l'Union française qui leur assure la jouissance des droits et libertés garantis par le préambule de la présente Constitution » ; qu'il résulte de cette disposition que les principes fondamentaux reconnus par les lois de la République et réaffirmés par le préambule de ladite Constitution sont applicables sur le territoire français aux ressortissants de l'Union française ; qu'au nombre de ces principes figure la liberté d'association ; que, dès lors, le Ministre de l'Intérieur n'a pu, sans excéder ses pouvoirs, constater par l'arrêté attaqué en date du 30 avril 1953 la nullité de l'association déclarée des Annamites de Paris, dont les dirigeants et les membres étaient des ressortissants vietnamiens"

Les traits communs :

A ) Toute association peut se former à l'heure actuelle **sans aucune formalité**. Seules les associations enregistrées acquièrent la personnalité morale.

Deux exceptions :

- L'une, résultant de circonstances géographiques : le **régime applicable en Alsace Moselle** est l'article 7 de la loi de 1924, mettant en vigueur la loi 1901 qui a maintenu

<sup>2</sup> Cf décret du 1<sup>er</sup> février 2007, modifiant le décret du 20 novembre 2003 instituant le CNVA et notamment l'article 2, qui prévoit que le CNVA est « chargé d'étudier et de suivre l'ensemble des questions intéressant la vie associative, de donner son avis sur les projets de textes législatifs ou réglementaires qui lui sont soumis et de proposer les mesures utiles au développement de la vie associative.

Il établit, au cours de chaque mandature, un rapport d'ensemble sur la vie associative et son évolution. »

<sup>3</sup> cf, par exemple :

Article 2-1 (Loi n°2004-204 du 9 mars 2004) Toute association régulièrement déclarée depuis au moins cinq ans à la date des faits, se proposant par ses statuts de combattre le racisme...peut exercer les droits reconnus à la partie civile...

Article 2-2 (Loi n°2004-1 du 2 janvier 2004) Toute association régulièrement déclarée depuis au moins cinq ans à la date des faits, dont l'objet statutaire comporte la lutte contre les violences sexuelles ou contre les violences exercées sur un membre de la famille, peut exercer les droits reconnus à la partie civile

Article 2-3 (Loi n°2004-1 du 2 janvier 2004) Toute association régulièrement déclarée depuis au moins cinq ans à la date des faits et dont l'objet statutaire comporte la défense ou l'assistance de l'enfant en danger et victime de toutes formes de maltraitance peut exercer les droits reconnus à la partie civile...

Article 2-4 (Loi n°81-82 du 2 février 1981) Toute association régulièrement déclarée depuis au moins cinq ans qui se propose, par ses statuts, de combattre les crimes contre l'humanité ou les crimes de guerre ou de défendre les intérêts moraux et l'honneur de la Résistance ou des déportés peut exercer les droits reconnus à la partie civile

les dispositions du code civil local en matière d'associations (son article v61 : le préfet peut s'opposer à l'inscription d'une association sur le registre ad hoc quand notamment l'objet de l'association est illicite).

Il y a donc un régime de contrôle préalable.

On peut illustrer ce régime par l'affaire de **l'association les Cigognes**, arrêt du **Conseil d'État du 22 janvier 1988**, qui statue sur une décision du préfet du Bas-Rhin s'opposant à la constitution de l'association<sup>4</sup>. Si l'arrêt du Conseil d'État de 1956 et la décision du Conseil Constitutionnel de 1971 ont eu pour objet de réaffirmer le principe de la liberté d'association, elles ne pouvaient faire obstacle à la mise en œuvre de la loi de 1924. On peut considérer que cette question, si elle avait été posée à la CEDH aurait donné une autre solution.

- L'autre, résultant du contexte politique se rapportant aux **congrégations religieuses** et aux **associations d'étrangers**, pour lesquels il existe un système d'autorisation préalable.

#### b) Contrôle de l'objet de l'association : l'article 3 dispose que :

Toute association fondée sur une cause ou en vue d'un objet illicite, contraire aux lois, aux bonnes mœurs, ou qui aurait pour but de porter atteinte à l'intégrité du territoire national et à la forme républicaine du gouvernement, est nulle et de nul effet.
---

Seule l'autorité judiciaire peut prononcer la nullité.

Sauf hypothèse de la loi du 10 janvier 1936, sur les groupes de combat et les milices privées.

Cf : Conseil d'État du 17 novembre 2006 (D 2006 n44 infos rapides p. 3009) s'agissant de la dissolution par décret d'un groupement incitant à la haine raciale et l'antisémitisme : relevant que :

<i>"le décret attaqué, qui prononce la dissolution du groupement de fait « Tribu Ka », est fondé sur les dispositions de l'article 1er de la loi du 10 janvier 1936 sur les groupes de combat et milices privées qui dispose : « Seront dissous, par décret rendu par le Président de la République en conseil des ministres, toutes les associations ou groupements de fait : (...) 6° (...) qui, soit provoqueraient à la discrimination, à la haine ou à la violence envers une personne ou un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée, soit propageraient des idées ou théories tendant à justifier ou encourager cette discrimination, cette haine ou cette violence (...) » ;</i>
--

Considérant, en premier lieu, qu'en relevant que le groupement de fait « Tribu Ka », « à travers ses communiqués de presse, les publications de son site internet et les déclarations de ses responsables, se livre à la propagation d'idées et de théories tendant à justifier et à encourager la discrimination, la haine et la violence raciales, notamment à l'encontre des personnes qui ne sont pas de couleur noire, qu'il prône également l'antisémitisme et qu'il a organisé des actions menaçantes à l'égard de personnes de confession juive », **le décret attaqué ne se borne pas à reprendre les dispositions précitées de la loi du 10 janvier 1936, mais énonce les considérations de fait et de droit sur lesquels il est fondé ; qu'il est, par suite, suffisamment motivé**"

(...)"Considérant enfin qu'aux termes du premier paragraphe de l'article 10 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales : « Toute personne a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques (...) » ; que toutefois, le paragraphe 2 du même article prévoit que l'exercice de ces libertés peut être soumis à des restrictions « prévues par la loi, qui constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, (...) à la défense de l'ordre » ; que le décret attaqué, eu égard aux considérations de fait et de droit sur lesquelles il est fondé, n'a pas méconnu les stipulations précitées de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ; qu'en particulier, **si la dissolution critiquée a constitué une restriction à l'exercice de la liberté d'expression, cette restriction est justifiée par la gravité des dangers pour l'ordre public et la sécurité publique résultant des activités du groupement concerné**"

Ainsi, la loi de 1936, laisse subsister très marginalement une autorisation de dissolution administrative des associations<sup>5</sup>.

Hors de cette hypothèse, le contrôle de l'objet des associations est de la compétence des TGI et Cours d'Appel de l'ordre judiciaire.

On peut citer ainsi l'arrêt de la **Cour de cassation 1<sup>ère</sup> chambre civile « Alma Mater » 13 décembre 1989** : rejetant le pourvoi qui avait prononcé la nullité de l'association alma mater en raison de l'illicéité de son objet :

<sup>4</sup> "Considérant qu'il résulte des dispositions combinées de l'article 61 précité du code civil local et des articles 1 et 2 de la loi locale du 19 avril 1908 sur les associations, qui autorisent la formation des associations "pourvu que leur but ne soit pas contraire aux lois pénales", que l'illicéité d'une association, sur laquelle le représentant de l'Etat peut se fonder pour s'opposer à l'inscription de ladite association doit être appréciée au regard des seules règles du droit public constituées par les lois pénales"

"Considérant que l'association requérante a ainsi pour objet de favoriser le développement et de permettre la réalisation de pratiques selon lesquelles une femme accepte de concevoir un enfant par insémination artificielle en vue de céder, dès sa naissance, l'enfant qu'elle aura ainsi conçu, porté et mis au monde à une autre femme ou à un couple ; que de telles pratiques comportent nécessairement un acte, quelle qu'en soit la forme, aux termes duquel l'un des parents s'engage à abandonner un enfant à naître ; que dès lors, en se fondant sur les dispositions de l'article 353-1-2° du code pénal, pour s'opposer par décision du 1er mars 1985 à l'inscription de l'Association "LES CIGOGNES", le préfet, commissaire de la République du Bas-Rhin n'a pas excédé [ses] pouvoirs"

<sup>5</sup> Notons que dans le cadre de la loi de 1936, le contrôle de l'objet du groupement est assez profond : le Conseil d'Etat valide un contrôle des communiqués de presse, des publications Internet des responsables du groupement et même le comportement de ses membres.

"attendu qu'il résulte des constatations des juges du fond que l'objet même de l'association est de favoriser la conclusion et l'exécution de conventions qui, fussent-elles verbales, portent tout à la fois sur la mise à la disposition des demandeurs des fonctions reproductrices de la mère et sur l'enfant à naître et sont donc nulles en application de l'article 1128 du Code civil ; que ces conventions contreviennent au principe d'ordre public de l'indisponibilité de l'état des personnes en ce qu'elles ont pour but de faire venir au monde un enfant dont l'état ne correspondra pas à sa filiation réelle au moyen d'une renonciation et d'une cession, également prohibées, des droits reconnus par la loi à la future mère ; que l'activité de l'association, qui tend délibérément à créer une situation d'abandon, aboutit à détourner l'institution de l'adoption de son véritable objet qui est, en principe, de donner une famille à un enfant qui en est dépourvu ; que c'est dès lors à bon droit que l'arrêt attaqué a décidé, sur le fondement de l'article 3 de la loi du 1er juillet 1901, que cette association était nulle en raison de l'illicéité de son objet"

(...)

"attendu que la reconnaissance du caractère illicite de la maternité pour autrui et des associations qui s'efforcent de la promouvoir, qui se déduit des principes généraux du Code civil et de règles qui sont communes à toutes les filiations..."

Cour de cassation 1<sup>ère</sup> civile 2 octobre 2007, cassation de l'arrêt rendu par la Cour d'Appel de Pau, qui avait estimé illicite en raison de son objet une association :

"Attendu que pour prononcer, à la demande du procureur de la République de Bayonne, la dissolution de l'association déclarée "Groseille pomme mandarine framboise" (GPMF), l'arrêt retient que, anciennement dénommée "Groupement provisoire de la monarchie française", elle considère, à travers ses statuts, que la France est toujours une royauté, avec une apparente vacance du trône, et que, par cette seule affirmation, elle porte atteinte à la forme républicaine du gouvernement ;

Qu'en statuant ainsi, par des motifs qui n'établissent pas que l'association litigieuse se donnait pour but de renverser la République, la cour d'appel a violé les textes susvisés"

Finalement, on doit observer que **la Cour de cassation exerce un contrôle entier sur l'appréciation quant à la licéité de l'association** : elle exerce un contrôle de droit commun comme elle le fait quant à la cause et l'objet de toute obligation contractuelle.

L'institution contractuelle est un fondement du droit de l'association.

La liberté d'association procède d'un droit de constitution libre dans un cadre réglementé.

Les spécificités :

Trois grands types d'associations :

- Les associations non-déclarées :

Licites n'ont aucune personnalité. Néanmoins le Conseil d'État leur reconnaît la capacité d'ester en justice devant lui : dans le cadre du « domaine éminent du recours pour violation de la loi. » : ouvrant l'action en illégalité de la manière la plus large possible **Conseil d'Etat 31 octobre 1969 Syndicat de défense des canaux de la Durance :**

CONSIDERANT QU'AUX TERMES DE L'ARTICLE 2 DE LA LOI DU 1ER JUILLET 1901 "LES ASSOCIATIONS DE PERSONNES POURRONT SE FORMER LIBREMENT SANS AUTORISATION, NI DECLARATION PREALABLE" ; QU'IL SUIT DE LA QUE LES ASSOCIATIONS, MEME NON DECLAREES, PEUVENT SE PREVALOIR D'UNE EXISTENCE LEGALE ; QUE, SI EN APPLICATION DES ARTICLES 5 ET 6 DE LA MEME LOI, LES ASSOCIATIONS NON DECLAREES N'ONT PAS LA CAPACITE D'ESTER EN JUSTICE POUR Y DEFENDRE DES DROITS PATRIMONIAUX, L'ABSENCE DE LA DECLARATION NE FAIT PAS OBSTACLE A CE QUE, PAR LA VOIE DU RECOURS POUR EXCES DE POUVOIR, TOUTES LES ASSOCIATIONS LEGALEMENT CONSTITUEES AIENT QUALITE POUR CONTESTER LA LEGALITE DES ACTES ADMINISTRATIFS FAISANT GRIEF AUX INTERETS QU'ELLES ONT POUR MISSION DE DEFENDRE ; QU'AINSI, LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE N'EST PAS FONDE A SOUTENIR QUE L'ASSOCIATION DITE "SYNDICAT DE DEFENSE DES CANAUX DE LA DURANCE" NE SERAIT PAS RECEVABLE A DEMANDER L'ANNULATION DU DECRET ATTAQUE

21 avril 1997

- Les associations déclarées :

Elles acquièrent la personnalité juridique suite à une déclaration en préfecture. Cette dernière n'a qu'une compétence liée : se contentant de délivrer un récépissé lors du dépôt des statuts.

Avatar de la loi de 1971 visant à modifier le régime des association qui envisageait la délivrance suspendue du récépissé jusqu'au jour où le juge aurait statué sur la licéité de son objet (article 3 du projet de loi, qui fut sanctionné par le Conseil Constitutionnel le 16 juillet 1971 (vu plus haut : alors même que les association auraient un objet illicite, elles ne peuvent être sanctionnées préalablement à l'acquisition de leur personnalité morale).

L'intérêt à agir de telles association : tentation constante de confondre l'intérêt à agir des associations dont l'apanage doit rester celui du Ministère Public.

Sur ce point, la jurisprudence est constante :

Associations religieuses

1<sup>er</sup> chambre de la Cour d'Appel de Paris du 6 octobre 2006 (JCP 22601), jugé que des associations étaient recevables à agir dès lors que par leurs statuts elles invoquaient un rattachement à une foi sans que les tribunaux aient à rechercher si leur objet ...

La Cour d'Appel a admis la recevabilité à agir de telles associations.

Voir aussi Cour d'Appel de Paris 6 octobre 2006 :

"Considérant que les statuts de l'association prévoient que celle-ci a pour but de :  
[suit la liste des buts fixés à l'association]  
Que les statuts précisent que les moyens d'action de l'association sont :  
[suit la liste des moyens fixés à l'association]  
Considérant que ces dispositions ne prévoient nullement que l'association aurait, pour but ou comme moyen d'action, l'exercice d'actions en justice pour la défense des intérêts des malades ;  
Considérant qu'en l'absence de dispositions, dans les statuts, permettant à l'AFM d'agir en justice pour la défense de l'intérêt des malades, son action n'est pas recevable, peu important qu'elle ait été reconnue d'utilité publique..."

(D 1995 infos rapides p 189)

L'intérêt à agir des associations flirte avec l'intérêt à agir dans l'intérêt public. Il en résulte pour la jurisprudence d'une extrême difficulté à définir l'intérêt public :

Début 1990, la question se posait de savoir si des associations pouvaient engager une action en se fondant sur la défense de l'honnêteté de l'information (principe reconnu par le Conseil Constitutionnel).

Ainsi, l'association « carton jaune » avait alors poursuivi TF1, après la diffusion de l'interview truquée de Fidel Castro par Patrick Poivre d'Arvor<sup>6</sup> : **TGI de Paris 28 avril 1993, Association « TV Carton jaune » c/ Poivre d'Arvor et autre** D1996 JSP p 578 commentaire et CA Paris **29 novembre 1995**, (D 1995 p 263, JCP 1996 n 22562).

#### - Les association reconnues d'utilité publique :

La reconnaissance d'utilité publique permet à l'association d'accéder à la capacité juridique maximale : elle lui permet de recueillir des dons et legs, mais elle entraîne un contrôle plus étroit des autorités, par la surveillance des subventions accordées, ainsi que sur leur portefeuille d'actions.

#### **Le droit d'association négatif :**

C'est la liberté de ne pas s'associer : question posée devant la CEDH par des médecins belges qui refusaient d'adhérer **Lecompte Van de Leuven et De Meyere c. Belgique du 23 juin 1981**, distinguant clairement les ordres professionnels des associations. Dès lors que les ordres professionnels remplissent une mission d'intérêt général, ils peuvent bénéficier d'une obligation d'adhérer :

"62. Les requérants allèguent une violation de l'article 11 [CEDH]  
L'obligation de s'affilier à l'Ordre des médecins entraverait la liberté d'association - qui impliquerait celle de ne pas s'associer  
64. La Cour constate d'abord que l'Ordre belge des médecins est une institution de droit public. Fondé par le législateur et non par des particuliers, il demeure intégré aux structures de l'État (...). Il poursuit un but d'intérêt général, (...) il jouit en vertu de la loi de prérogatives exorbitantes du droit commun, tant administratives que normatives ou disciplinaires, et utilise ainsi des procédés de la puissance publique.  
65. Eu égard à ces divers éléments considérés dans leur ensemble, **l'Ordre ne saurait s'analyser en une association au sens de l'article 11** (art. 11). Encore faut-il que sa création par l'État belge n'empêche pas les praticiens de fonder entre eux des associations professionnelles ou d'y adhérer, sans quoi il y aurait violation. Des régimes totalitaires ont recouru - et recourent - à l'encadrement, par la contrainte, des professions dans des organisations hermétiques et exclusives se substituant aux associations professionnelles et aux syndicats traditionnels. Les auteurs de la Convention ont entendu prévenir de tels abus (...). La Cour relève que la Belgique connaît plusieurs associations vouées à la défense des intérêts professionnels des médecins et auxquelles ces derniers ont toute latitude d'adhérer ou non. Dans ces conditions, l'existence de l'Ordre et son corollaire - l'obligation des médecins de s'inscrire à son tableau et de se soumettre à l'autorité de ses organes - n'ont manifestement ni pour objet ni pour effet de limiter, et encore moins de supprimer, le droit garanti à l'article 11 par. 1"

13 aout 1981 Affaire Young, James et Webster : obligation d'adhérer à un syndicat de taxis pour pouvoir exercer son travail : ici, la CEDH s'en est tirée par une pirouette, sans tirer une véritable règle générale de la liberté de ne pas s'associer :

Affaire relative à une obligation d'adhésion syndicale pour accéder à un emploi au sein de la British Rail, où la CEDH fut appelée à trancher sur "le point de savoir si l'article 11 garantit non seulement la liberté "positive" d'association, y compris le droit de fonder des syndicats ou de s'y affilier, mais aussi, de manière implicite, un "droit négatif" de ne pas être obligé d'adhérer à une association ou un syndicat."  
"l'article 11 n'accorde ni ne protège d'après lui aucun droit de ne pas se voir forcé de devenir membre d'une association. Ce droit aurait été à dessein écarté de la Convention; le passage suivant des travaux préparatoires le montrerait:  
"En raison des difficultés que pourrait poser, à cet égard, le système du "closed shop", introduit dans certains pays, la Conférence a jugé inopportun d'introduire dans la Convention la règle d'après laquelle "nul ne peut être obligé de faire partie d'une association", figurant [à l'article 20 par. 2 de] la Déclaration Universelle des Nations Unies." (rapport de la Conférence de hauts fonctionnaires, 19 juin 1950, Recueil des travaux préparatoires, vol. IV, p. 263)  
52. La Cour ne croit pas indispensable de répondre ici à la question.  
Elle rappelle cependant que le droit de fonder des syndicats et de s'y affilier constitue un aspect particulier de la liberté d'association (arrêt Syndicat national de la police belge, du 27 octobre 1975, série A no 19, p. 17, par. 38); elle ajoute qu'une certaine liberté de choix quant à l'exercice d'une liberté est inhérente à la notion de celle-ci.

<sup>6</sup> Pour reprendre les mots du professeur Cadiet : « sous couvert d'un intérêt collectif, il ne faut pas que l'action de l'association assure en réalité la défense de l'intérêt général qu'il appartient au seul ministère public de protéger »



Quand bien même, pour les motifs donnés dans l'extrait précité des travaux préparatoires, une règle générale semblable à celle de l'article 20 par. 2 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme aurait été omise à dessein dans la Convention, et ne pourrait donc être réputée consacrée en soi par celle-ci, il n'en résulterait pas que l'aspect négatif de la liberté d'association de chacun sorte complètement du domaine de l'article 11 (art. 11), ni que contraindre à s'inscrire à un syndicat déterminé cadre toujours avec l'esprit de cette disposition. A interpréter l'article 11 (art. 11) comme autorisant n'importe quelle sorte de coercition en matière d'appartenance syndicale, on toucherait à la substance même de la liberté qu'il entend garantir"

"il ne lui incombe pas en l'occurrence d'apprécier au regard de la Convention le système du closed shop en tant que tel, ni d'exprimer une opinion sur toute répercussion ou forme de contrainte à laquelle il peut aboutir; elle n'en étudie que les incidences sur les requérants.

54. A la suite de l'accord de 1975 (paragraphe 29 ci-dessus), ces derniers se trouvèrent devant un dilemme: soit adhérer à la NUR dans le cas de M. James, à la TSSA ou à la NUR dans celui de MM. Young et Webster, soit perdre un emploi non subordonné, lors de leur embauchage, à une affiliation syndicale et que deux d'entre eux occupaient depuis plusieurs années. Chacun d'eux considéra la condition d'appartenance introduite par l'accord comme un empiètement sur la liberté d'association à laquelle il pensait avoir droit; à quoi s'ajoutaient, pour MM. Young et Webster, des objections contre les pratiques et activités syndicales et de surcroît, chez le premier, contre les orientations politiques des syndicats en question (paragraphe 34, 37 et 43 ci-dessus). Leur refus de céder à ce qu'ils tenaient pour une pression injustifiée leur valut de recevoir des avis de licenciement. Aux termes de la législation en vigueur à l'époque (paragraphe 17 et 20-23 ci-dessus), leur renvoi était "non abusif" et ne pouvait donc fonder une demande en dommages-intérêts, sans parler de réintégration ou de réengagement.

55. Pareille situation va sans nul doute à l'encontre du concept de liberté d'association au sens négatif.

57. (...) **La protection des opinions personnelles offerte par les articles 9 et 10 (art. 9, art. 10) sous la forme de la liberté de pensée, de conscience et de religion compte de la liberté d'expression compte de surcroît parmi les objectifs de la garantie de la liberté d'association par l'article 11. Touche donc à la substance même de cet article l'exercice de pressions, du genre de celles infligées aux intéressés, visant à forcer quelqu'un à adhérer à une association contrairement à ses convictions.**

En droit interne, la question de la chasse avec la loi Verdeille (du 10 juillet 1964), qui obligeait les petits propriétaires à adhérer à une association de chasse, les obligeant dès lors à laisser passer la chasse sur leur terre. Qu'illustre l'arrêt rendu par la **1<sup>ère</sup> chambre civile de la Cour de cassation du 15 juillet 1993** :

En l'espèce, "Mme X..., propriétaire de parcelles sises à Peyrus et membre de droit de l'association communale de chasse agréée (ACCA) de Peyrus, s'est vue refuser le retrait de ses terrains du territoire de chasse de cette association" (...) "la cour d'appel a relevé que Mme X... contestait le principe de son appartenance obligatoire à l'ACCA de Peyrus, laquelle découlait des prérogatives liées à la mission de service public confiée aux associations communales de chasse agréées : qu'elle en a déduit à bon droit que le litige relevait de la compétence de la juridiction administrative"

1<sup>er</sup> Civ 31 / 07/1995 Bull I p46  
Crim 8 mars 1995

**CEDH 29 avril 1999: le système d'adhésion obligatoire prévu par la loi Verdeille est jugé non-conforme à l'article 11 de la CEDH (JCP 40 6 octobre 99 II p 10172) :**

96. Les requérants estiment avoir subi une atteinte à leur liberté d'association du fait qu'en vertu des dispositions pertinentes de la loi Verdeille, ils sont contre leur volonté membres de droit d'une Association communale de chasse agréée, association qu'en vertu de la loi ils n'ont pas la possibilité de quitter. Ils invoquent l'article 11 de la Convention

97. Pour les requérants, il ne fait aucun doute que les ACCA entrent dans le champ d'application de l'article 11. Selon eux, une association de chasse, fût-elle agréée, demeure un groupement de pur droit privé, (...)

En conséquence, le Gouvernement estime que les ACCA, même si elles sont constituées conformément à la loi du 1er juillet 1901, sont des structures para-administratives de droit public(...)

100. (...)La question n'est pas tant de savoir si les ACCA sont, en droit français, des associations privées, des associations publiques ou parapubliques ou des associations mixtes, mais de déterminer s'il s'agit d'« associations » au sens de l'article 11 de la Convention.

Si les États contractants pouvaient à leur guise qualifier une association de « publique » ou de « para-administrative » pour la faire échapper au champ d'application de l'article 11, cela équivaldrait à leur accorder une latitude qui risquerait de conduire à des résultats incompatibles avec le but et l'objet de la Convention, (...).

**La liberté de pensée et d'opinion ainsi que la liberté d'expression, respectivement garanties par les articles 9 et 10 de la Convention, seraient ainsi d'une portée bien limitée si elles ne s'accompagnaient pas de la garantie de pouvoir partager ses convictions ou ses idées collectivement, en particulier dans le cadre d'associations d'individus ayant les mêmes convictions, idées ou intérêts.**

La notion d'« association » possède donc une portée autonome : la qualification en droit national n'a qu'une valeur relative et ne constitue qu'un simple point de départ.

102. La Cour estime (...) que les ACCA sont bien des « associations » au sens de l'article 11.

108. Pour la Commission, si la chasse est une activité ancienne pratiquée depuis des millénaires, il n'en demeure pas moins qu'avec le développement de l'agriculture, de l'urbanisation et l'évolution des modes de vie, elle ne vise aujourd'hui, pour l'essentiel, qu'à procurer plaisir et détente à ceux qui la pratiquent dans le respect des traditions. Toutefois, l'organisation et la réglementation d'une activité de loisir peuvent aussi relever d'une responsabilité de l'Etat, notamment au titre de son obligation de veiller, au nom de la collectivité, à la sécurité des biens et des personnes. La Cour estime, en conséquence, avec la Commission, que la législation incriminée poursuivait un but légitime, au sens du paragraphe 2 de l'article 11 de la Convention.

116. La Cour observe ensuite que la loi exclut expressément de son champ d'application tous les terrains faisant partie du domaine public(...) La nécessité de mettre en commun des terrains pour l'exercice de la chasse ne s'impose qu'à un nombre restreint de propriétaires privés (...)

117. (...)Au regard de la nécessité de protéger les droits et libertés d'autrui pour l'exercice démocratique de la chasse, une obligation d'adhésion aux ACCA qui pèse uniquement sur les propriétaires dans une commune sur quatre en France ne peut passer pour proportionnée au but légitime poursuivi. La Cour n'aperçoit pas davantage pourquoi il serait nécessaire de ne mettre en commun que les petites propriétés tandis que les grandes, tant publiques que privées, seraient mises à l'abri d'un exercice démocratique de la chasse.

**Contraindre de par la loi un individu à une adhésion profondément contraire à ses propres convictions et l'obliger, du fait de cette adhésion, à apporter le terrain dont il est propriétaire pour que l'association en question réalise des objectifs qu'il désapprouve va au-delà de ce qui est nécessaire pour assurer un juste équilibre entre des intérêts contradictoires et ne saurait être considéré comme proportionné au but poursuivi.**

Il y a donc violation de l'article 11.

Suite à cet arrêt, le législateur a abrogé la loi Verdeille.

**CEDH 30 juin 1993 D94 JSP p 183 : s'inscrit donc dans la droite ligne de l'évolution jurisprudence en faveur de la liberté de ne pas s'associer :**

35. (...) Il faut rappeler à (...) que la Convention est un instrument vivant, à interpréter à la lumière des conditions d'aujourd'hui (voir, entre autres, l'arrêt Soering c. Royaume-Uni du 7 juillet 1989, série A no 161, p. 40, par. 102). **Il échet donc de considérer que l'article 11 (art. 11) consacre un droit d'association négatif.** La Cour ne croit pas devoir rechercher en l'occurrence si ce droit s'y trouve inclus à l'égal du droit positif.

[Sur le point de savoir si l'ingérence se justifiait au regard du paragraphe 2 de l'article 11 de la CEDH:]

« A n'en pas douter, la Frami jouait un rôle au service non seulement des intérêts professionnels de ses membres, mais aussi de l'intérêt général, et que tout titulaire de licence de son ressort fût tenu d'y adhérer a dû l'aider à remplir sa mission de surveillance. La Cour n'a pourtant pas la conviction que l'obligation en cause fût nécessaire à l'exécution de ces tâches [s'ensuit une énumération détaillée]

Eu égard à ce qui précède, les motifs avancés par le Gouvernement, bien que pouvant passer pour pertinents, ne suffissent pas à montrer qu'il était "nécessaire" d'astreindre le requérant à rejoindre la Frami, sous peine de perdre sa licence et en dépit de ses convictions personnelles. En particulier, nonobstant la marge d'appréciation de l'Islande, *les mesures incriminées se révèlent disproportionnées* à l'objectif légitime poursuivi. Partant, il y a eu méconnaissance de l'article 11 (art. 11). »

L'arrêt de 1999 s'inscrit dans cette évolution lente mais très linéaire de la protection de la liberté de ne pas s'associer.

Voir dans ce sens 3<sup>ème</sup> Civile 20 décembre 2006 (D 2007 actualités JSP p305 ou 309) :

"**hormis les cas où la loi en décide autrement, nul n'est tenu d'adhérer à une association régie par la loi du 1er juillet 1901** ou, y ayant adhéré, d'en demeurer membre ; qu'ayant relevé que l'association était régie par les dispositions de cette loi, la cour d'appel, qui a constaté que M. X... avait cessé à partir d'avril 2000 de payer ses cotisations et avait manifesté par ce refus de paiement sa volonté de ne plus faire partie de l'association..."